

## Meilleurs vœux pour 2008

### SIG : Appliquez le traité M. Barroso !

La Commission a adopté, le 20 novembre 2007, une communication sur les services d'intérêt général (SIG, voir bulletin 227). Cette communication qui aurait dû porter sur la faisabilité de textes transversaux sur les SIG n'évoque quasiment pas la question et ne propose comme renforcement du cadre horizontal relatif aux SIG qu'un service d'information interactif à destination des citoyens, des opérateurs et des autorités publiques. Outre le fait que la Commission s'arroge ainsi un pouvoir d'interprétation du droit communautaire, ce service ne règlera aucun des problèmes de fond que rencontrent les acteurs des SIG dans leur activité quotidienne compte tenu des incertitudes juridiques et politiques qui subsistent au niveau communautaire. La poursuite de l'approche sectorielle, utile et nécessaire et qu'il convient d'étendre aux SSIG, ne permettra pas de régler les questions transversales (conditions d'application de l'article 86, mise en œuvre du principe de subsidiarité, *in house*, régie, modes de financement, etc.) que rencontrent les divers acteurs des SIG. De plus, si la communication fait bien état du protocole sur les SIG annexé aux traités de Lisbonne, elle ne mentionne pas l'article 14 du traité sur le fonctionnement de l'UE et n'aborde pas les perspectives nouvelles qu'il offre pour adopter des textes transversaux (des règlements, en l'occurrence) sur les services d'intérêt économique général (SIEG, voir bulletins 226 et 227). Lors de la conférence de présentation de la communication à la presse, M. Barroso a même déclaré que "il n'est pas utile d'avoir une directive horizontale" car elle serait "considérée unanimement erronée" par les Etats membres. "Nous n'aurons jamais le consensus sur la question, il est donc inutile de perdre du temps" a-t-il précisé.

M. Barroso a raison, il est inutile de perdre du temps ! alors appliquons les traités et ne jouons pas au plus fin. L'article 14 du traité sur le fonctionnement de l'Union prévoit que le Parlement et le Conseil statuent "par voie de règlements" selon la procédure législative ordinaire, afin d'établir les principes et fixer les conditions, notamment économiques et financières, permettant aux SIEG d'accomplir leurs missions, les principes étant, pour l'essentiel, contenus dans le protocole sur les SIG annexé aux traités de Lisbonne.

La Commission, chargée de l'application des traités, doit donc, en application de cet article 14, proposer des règlements (un "paquet" SIEG) en s'appuyant sur le protocole. Tous les Etats sont d'accord puisque tous ont signé, le 13 décembre dernier, les traités et leurs annexes. De leurs côtés, les organisations de la société civile, aussi bien que le CESE, le Comité des Régions et certains groupes du Parlement européen demandent depuis fort longtemps des textes transversaux sur les SIG et ont déjà vérifié publiquement la faisabilité de tels textes (\*).

Certes, la Commission peut prétendre que l'article 14 n'est pas encore applicable, qu'il faut attendre que les traités aient été ratifiés par les Etats membres, ce qui est formellement exact. Cependant, cette ratification est attendue pour le 1er janvier 2009, soit dans moins de douze mois, et tout le travail d'élaboration qui sera fait pendant le processus de ratification sera autant de temps de gagné dans l'adoption de textes .../...

## Best wishes for 2008

### SIG: Implement the treaty Mr. Barroso!

On 20<sup>th</sup> November 2007, the Commission adopted a communication on Services of General Interest (SGI, see Bulletin 227). This communication, meant to deal with the feasibility of cross-cutting texts on SGI, hardly raises the issue and, as a way of strengthening the horizontal structuring as regards the SGIs, it merely proposes an interactive information service at the disposal of citizens, operators and public authorities. Apart from the fact that the Commission, thus, grants itself the power of interpreting the Community law, the above service will not address any of the fundamental problems faced by the actors of SGI in their daily operations, given the prevailing political and legal uncertainties at the Community level. The continuation of the sectoral approach, which is useful and necessary and should be extended to social services, will not resolve the cross-cutting issues (conditions for the application of article 86, implementation of the principle of subsidiarity, in house, controlled undertakings, financing procedures, etc.) confronted by a number of SGI stakeholders. Further, whereas the communication makes reference to the protocol on SGI annexed to the Lisbon treaties, it does not mention article 14 of the Treaty on the functioning of the EU, neither does it consider the new prospects it provides for the adoption of cross-cutting transversal texts (here, regulations) on services of general economic interest (SGEI, see bulletins 226 and 227). At the press conference presenting the communication, Mr. Barroso declared that "it is not important to have a horizontal directive" because it would "unanimously be considered erroneous" by Member States. He further insisted, "We will never reach a consensus on the issue, it is therefore useless to waste time on".

Mr. Barroso is right, there is no need to waste time! Therefore, let's apply the treaties and stop perfectionism. Article 14 of the Treaty on the functioning of the Union stipulates that the Parliament and the Council decide "through regulations" under the normal legislative procedure, in order to establish principles and lay down conditions, in particular economic and financial ones, enabling SGEI carry out their missions, the principles in question being, in essence, contained in the protocol on SGI annexed to the Lisbon treaties.

The Commission, which oversees the implementation of treaties, must, therefore, in pursuance of this Article 14, propose regulations (a SGEI package) based on the protocol. All Member States have already agreed on it, since they all signed the treaties and their annexes on 13<sup>th</sup> December 2007. On their part, the civil society organisations, as well as the EESC, the Regions Committee and some groups in the European Parliament have for a very long time been calling for transversal texts on SGI and have already publicly asserted the feasibility of such texts (\*).

Admittedly, the Commission may claim that section 14 is not yet in force and that there is need to await the ratification of treaties by Member States, which is formally correct. However, this ratification is expected to be through by 1<sup>st</sup> January 2009, that is, in less than twelve months, and all development work which will be done during the ratification process will be earned time in the adoption of the necessary texts .../...

indispensables que les parties prenantes attendent depuis très longtemps.

Ne perdons pas de temps M. Barroso. Ne jouez pas avec les mots entre directive et règlement, appliquez les traités en matière de SIG, tous les traités, y compris l'article 14 du traité sur le fonctionnement de l'Union.

J-C. Boual, K. Varin, P. Bauby

(\*) Voir le bulletin 200 et le compte rendu du séminaire organisé par le CELSIG en novembre 2006 sur :

[http://www.celsig.org/documents/docsCELSIG/Celsig\\_Semno\\_v06r.pdf](http://www.celsig.org/documents/docsCELSIG/Celsig_Semno_v06r.pdf)

---

## Directive services

Le 26 novembre dernier, devant la commission marché intérieur-consommateurs du Parlement européen, la Commission européenne a assuré les députés que le "manuel relatif à la mise en oeuvre de la directive services qu'elle a récemment publié (voir bulletin 227) n'est pas du tout un acte contraignant, mais "un acte de coopération technique et d'interprétation. La seule institution compétente pour interpréter est la Cour européenne de justice". Evelyne Gebhardt qui avait été rapporteur sur la directive services a estimé que c'était "bien que la Commission précise que le manuel ne constituait qu'une aide".

---

## Consultations

Parmi les dernières consultations lancées par la Commission européenne citons :

- ♦ une consultation publique sur un code de conduite des groupes de pression, clôture le 15 février 2008

[http://ec.europa.eu/transparency/consultation\\_code/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/transparency/consultation_code/index_fr.htm)

- ♦ une consultation des partenaires sociaux sur l'inclusion active des personnes les plus éloignées du monde du travail, clôture le 28 février 2008. Communication sur [http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2007/com2007\\_0620fr01.pdf](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2007/com2007_0620fr01.pdf)

---

## Cour de justice

**Services postaux** : Dans un arrêt C-162/06 du 15 novembre 2007, la Cour dit qu'aux termes de la directive 97/67/CE sur le développement du marché intérieur des services postaux et l'amélioration de la qualité du service (article 7.2), les États membres ne peuvent réserver le courrier transfrontalier au prestataire du service postal universel que dans la mesure où ils établissent qu'"à défaut d'une telle réserve, il serait fait échec à l'accomplissement de ce service universel" ou que "cette réserve est nécessaire pour que ce service puisse être accompli dans des conditions économiquement acceptables". L'Espagne devra donc vérifier, au regard de ces principes, si la sanction prise contre International Mail pour avoir fourni, sans l'autorisation de l'opérateur prestataire du service postal universel, des services postaux réservés à ce dernier, en l'occurrence des services transfrontaliers, est justifiée.

---

## SIG : Signez la pétition de la CES

[www.petitionpublicservice.eu](http://www.petitionpublicservice.eu)

that the stakeholders have been looking forward to for a very long time.

Let's not waste time Mr. Barroso. Let's not play around with words, between Directive and Regulation, implement the treaties on SGI, all the treaties, including article 14 of the Treaty on the functioning of the Union.

J-C. Boual, K. Varin, P. Bauby

(\*) See bulletin 200 and the proceedings from the workshop organised by the CELSIG in November 2006 at:

[http://www.celsig.org/documents/docsCELSIG/Celsig\\_Semno\\_v06r.pdf](http://www.celsig.org/documents/docsCELSIG/Celsig_Semno_v06r.pdf)

---

## Services Directive.

On 26<sup>th</sup> November 2007, before the internal market-consumers committee of the European Parliament, the European Commission assured members of Parliament that the "manual" on the implementation of services directive that it has recently published (see Bulletin 227) is not at all a binding act, but "an act of technical cooperation and interpretation. The only institution authorised to interpret it is the European Court of Justice". Evelyne Gebhardt who had been the rapporteur for the Services Directive considers that it is right "for the Commission to specify that the manual was merely an aid"

---

## Consultations.

Among the latest consultations launched by the European Commission there is:

- ♦ a public consultation on a code of conduct for lobbyists, closing on 15<sup>th</sup> February 2008.

[http://ec.europa.eu/transparency/consultation\\_code/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/transparency/consultation_code/index_fr.htm)

- ♦ a consultation for social partners on the active inclusion of people furthest from the labour market, closing on February 28 2008. Communication at: [http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/com/2007/com2007\\_0620en01.pdf](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/com/2007/com2007_0620en01.pdf)

---

## Court of Justice.

Postal services: In judgement C-162/06 of 15<sup>th</sup> November 2007, the Court ruled that under the directive 97/67/EC on the development of the internal market for postal services and the improvement of the quality of service (article 7.2), Member States may reserve the cross-border mail to the provider of the universal postal service only in so far as they establish that "in the absence of such reservation, achievement of that universal service would be precluded" or that "the reservation is necessary to enable that service to be carried out under economically acceptable conditions." Spain should therefore verify, in the light of these principles, whether the penalties against International Mail for providing reserved postal services, without the permission of the universal postal service provider operator, in this case cross-border services, are justified.

---

## SIG: Please sign the ETUC petition

[www.petitionpublicservice.eu](http://www.petitionpublicservice.eu)

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.